



Conseil économique et social

Distr. générale
3 février 2025
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Afrique Septième Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation

Kampala (hybride), 7 et 8 avril 2025

Note conceptuelle

I. Contexte et mandat

1. Le Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation a été créé en application de la résolution 961 (LI) adoptée le 15 mai 2018 par la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, dans laquelle la Conférence avait invité la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à prendre, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et d'autres partenaires, toutes les mesures nécessaires pour organiser sur une base régulière un forum multipartite sur la science, la technologie et l'innovation comme contribution aux travaux du Forum régional africain pour le développement durable. Le Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation est une plateforme consultative régionale dont les produits nourrissent les travaux du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable, établi en application du Programme de développement durable à l'horizon 2030¹.

2. Le forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation est une composante du Mécanisme de facilitation des technologies et se tient chaque année à New York, sur convocation de la présidence du Conseil économique et social. Il est organisé par l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies pour la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable, avec le concours du Groupe des 10 hauts représentants chargés d'appuyer le Mécanisme de facilitation des technologies, qui comprend des représentants du secteur privé, de la communauté scientifique et de la société civile nommés par le Secrétaire général. Comme l'indique le Programme 2030, le forum de collaboration multipartite se réunit « pour examiner la coopération en matière de science, de technologie et d'innovation dans des domaines thématiques pour la réalisation des objectifs de développement durable, tous les acteurs y participant activement pour apporter leur contribution dans leurs domaines de compétence respectifs », ainsi que pour « faciliter[...] l'interaction, la mise en relation des parties prenantes et la création de réseaux entre elles et de partenariats multipartites » afin de « permettr[e] de définir et d'examiner les besoins et les lacunes technologiques, notamment en matière de coopération scientifique, d'innovation et de renforcement des capacités ». Le Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation alimente le forum de collaboration multipartite.

3. Depuis que le tout premier a été organisé au Maroc en 2019, le Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation s'est tenu chaque année, respectivement au Zimbabwe, au Congo, au Rwanda, au Niger et en Éthiopie. Chaque Forum est organisé conjointement par la CEA, l'Union africaine, l'Organisation des Nations

* Nouveau tirage pour raisons techniques (10 mars 2025).

¹ Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.



Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Ministère sud-africain de la science et de l'innovation, ainsi que le pays hôte. Les autres grands partenaires sont notamment le Consortium pour le génie biomédical africain, la Société africaine de recherche sur les matériaux, l'Union européenne, l'Agence internationale de l'énergie atomique, la Banque de technologies pour les pays les moins avancés et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

4. Le Forum est devenu une plateforme continentale de premier plan permettant d'examiner des problèmes complexes, de susciter la recherche de solutions novatrices, de présenter les tendances qui se font jour dans les domaines de la technologie et de l'innovation, de doter les jeunes de compétences techniques et entrepreneuriales et de forger des partenariats durables. Depuis 2020, un camp d'entraînement des jeunes à l'innovation est organisé dans le cadre du Forum. Il attire des jeunes de tout le continent et d'ailleurs qui viennent collaborer à la conception et à l'élaboration de solutions novatrices et se familiariser avec des technologies nouvelles porteuses de transformation, telles que le prototypage rapide et l'impression 3D, la génomique, la robotique, l'intelligence artificielle et les nanotechnologies, ainsi qu'avec des notions, des compétences et des pratiques relatives à l'entrepreneuriat.

II. Septième Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation

5. Au cours du septième Forum, les participants seront invités à procéder à un examen approfondi des objectifs de développement durable sur lesquels portera le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2025, à savoir l'objectif 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge), l'objectif 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), l'objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), l'objectif 14 (Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable) et l'objectif 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser).

6. En outre, les participants devraient examiner les voies et moyens par lesquels l'Afrique peut accélérer la mise en œuvre du Pacte numérique mondial² récemment adopté, dont les objectifs sont les suivants : réduire toutes les fractures numériques et avancer plus rapidement dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable ; rendre l'économie numérique plus inclusive et faire profiter toutes et tous de ses avantages ; favoriser un espace numérique inclusif, ouvert, sûr et sécurisé qui respecte, protège et promeut les droits humains ; promouvoir des modèles de gouvernance des données qui soient responsables, équitables et interopérables ; et renforcer la gouvernance internationale de l'intelligence artificielle pour le bien de l'humanité. Étant donné que seuls 38 % de la population du continent utilisent Internet³, il est peu probable que l'ensemble de la population profite des avantages de l'économie numérique et que ceux-ci permettent d'accélérer les progrès vers la réalisation de tous les objectifs en Afrique.

7. En ce qui concerne les objectifs précis considérés, et l'objectif 3 en particulier, l'état de santé des populations africaines s'est considérablement amélioré. En Afrique subsaharienne, l'espérance de vie moyenne à la naissance a augmenté rapidement, passant de 56 ans en 2010 à 61 ans en 2023⁴, en grande partie grâce aux succès obtenus dans le traitement et la gestion des maladies infectieuses, telles que le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. Toutefois, l'Afrique ne contribue qu'à

² Résolution 79/1 de l'Assemblée générale, annexe I.

³ Union internationale des télécommunications, *Facts and Figures 2024: Measuring Digital Development* (Genève, 2024).

⁴ Adeline Tchoukak, *HIV progress raises life expectancy in Africa – UN*, SciDev.Net, 22 juillet 2024.

hauteur de 1,1 % aux dépenses mondiales consacrées à la recherche-développement dans le domaine de la santé⁵, compte le plus petit nombre de professionnels de la santé et est le continent où le taux d'accès aux services de santé est le plus faible. Par exemple, l'Afrique ne compte que 0,98 % des neurochirurgiens du monde⁶, ce qui signifie que la probabilité qu'une lésion ou une déformation du cerveau ou de la colonne vertébrale sur le continent soit fatale ou bouleverse la vie des victimes est beaucoup plus élevée que dans d'autres régions. Les participants au Forum seront invités à examiner de façon approfondie les solutions axées sur la science, la technologie et l'innovation qui peuvent être mises à profit pour accélérer la recherche, l'innovation et le déploiement dans le domaine des soins de santé afin de garantir à tous les Africains une vie saine à tous les âges.

8. En ce qui concerne l'objectif 5, bien que la science, la technologie et l'innovation puissent jouer un rôle important dans la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles, la représentation des femmes et des filles dans les domaines d'études, les carrières et les entreprises liés à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques reste faible. Seul un tiers des professionnels de la recherche du monde sont des femmes, et cette proportion est encore plus faible dans des domaines tels que l'ingénierie, la physique, les mathématiques et l'informatique⁷. Il n'est donc pas surprenant que, en 2021, 78,7 % des nouveaux doctorats en intelligence artificielle aient été décernés à des hommes, ce domaine étant dominé par les physiciens, les mathématiciens, les ingénieurs et les informaticiens⁸ dans les rangs desquels les femmes sont sous-représentées.

9. En Afrique, environ un tiers des professionnels de la recherche sont des femmes, mais cette proportion varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans les 23 pays africains qui ont fourni des données sur leurs professionnels de la recherche-développement pour l'élaboration d'un rapport de 2019, la proportion de femmes allait de 9 % en Namibie et au Togo à 47 % en Eswatini, et les femmes ne représentaient plus de 30 % des chercheurs que dans sept de ces pays⁹. Il est nécessaire d'intensifier les efforts déployés pour encourager les jeunes, en particulier les filles, à s'intéresser aux sciences et aux technologies dès leur plus jeune âge, par exemple dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire, afin de combler l'écart entre les femmes et les hommes, de stimuler l'innovation et de faire en sorte que les avantages économiques des technologies émergentes profitent à tous. Les participants au Forum devraient examiner et recommander les mesures susceptibles de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, ainsi que les voies et moyens par lesquels ces disciplines peuvent contribuer à combler les écarts et les inégalités entre les femmes et les hommes dans d'autres domaines d'activité et de la vie.

10. En ce qui concerne l'objectif 8, le chômage reste obstinément élevé dans l'ensemble du continent et les salaires de la majorité des travailleurs restent bas, en particulier dans le secteur informel et chez les jeunes. Bien que les données qui s'y rapportent soient limitées, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est élevé. En Éthiopie, jusqu'à 42 % des diplômés des universités publiques étaient au chômage en 2022¹⁰. Étant donné que la population jeune du continent est nombreuse et de plus en plus éduquée, il faut trouver des solutions novatrices susceptibles de stimuler l'inclusion, de réduire autant que possible les inégalités et de

⁵ Victoria Simpkin et autres, *Investing in health R&D: where we are, what limits us, and how to make progress in Africa*, *BMJ Global Health*, vol. 4, n° 2 (mars 2019).

⁶ Swagoto Mukhopadhyay, "The global neurosurgical workforce: a mixed-methods assessment of density and growth", *Journal of Neurosurgery*, vol. 130, n° 4 (janvier 2019).

⁷ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, "STEM Education for Girls and Women: Breaking Barriers and Exploring Gender Inequality in Asia" (Paris, 2020).

⁸ Nestor Maslej et autres, *The AI Index 2023 Annual Report* (Stanford, Institute for Human-Centered Artificial Intelligence, Stanford University, 2023).

⁹ Agence de développement de l'Union africaine, *African Innovation Outlook III 2019* (Johannesburg, 2019).

¹⁰ Sisay Sahlou, "42% public university graduates unemployed", *The Reporter*, 3 décembre 2022.

créer des emplois décents au profit des jeunes pour susciter l'intérêt économique de ces derniers et faire en sorte qu'aucun segment de la population ne soit laissé de côté.

11. La technologie joue un rôle important dans la création d'emplois. Selon des constatations opérées dans ce domaine, l'effet de destruction d'emplois qu'elle produit semble être plus que neutralisé par les mécanismes compensatoires qui viennent créer ou rétablir des emplois, ce qui porte à croire que la crainte de voir la technologie provoquer un chômage généralisé n'a aucun fondement empirique¹¹. D'ailleurs, la technologie a été qualifiée de grande machine à créer des emplois¹² ; par conséquent, les participants au Forum pourraient examiner les voies et moyens par lesquels l'Afrique peut exploiter les technologies émergentes pour créer des emplois stables au profit de sa population de jeunes, les effets de diverses technologies sur les travailleurs africains dans le commerce informel, les petites et moyennes entreprises, les petites exploitations agricoles et d'autres entreprises, ainsi que la mesure dans laquelle les différentes réglementations et les caractéristiques des consommateurs ou leur niveau de développement peuvent modérer l'incidence de la technologie sur l'emploi en Afrique.

12. En ce qui concerne l'objectif 14, la science, la technologie et l'innovation sont nécessaires pour conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines afin de répondre aux besoins actuels et futurs de l'humanité. Il incombe aux pays d'approfondir les connaissances scientifiques, de renforcer les moyens de recherche et de transférer les techniques marines aux pays en développement afin d'améliorer la santé des océans et la biodiversité marine. Grâce à plusieurs innovations scientifiques et technologiques, il est possible de suivre en temps réel l'évolution des écosystèmes marins, la restauration des grands fonds marins dégradés et le comportement des écosystèmes marins dans le temps¹³. Les drones sous-marins autonomes, les profileurs et les engins de ramassage sur le fond sont de plus en plus nécessaires pour effectuer certaines tâches délicates à des profondeurs qui peuvent être dangereuses pour l'être humain ou l'environnement. Dans les fermes piscicoles, par exemple, les nettoyeurs autonomes de fonds marins sont de plus en plus utilisés pour maintenir l'environnement sain et productif.

13. La surpêche, le tourisme, le commerce et d'autres activités humaines terrestres et aquatiques, telles que celles qui génèrent des déchets industriels, restent toutefois des problèmes à résoudre en Afrique. Des marées noires qui se produisent dans la région du delta du Niger au Nigéria et dans les eaux côtières de la Namibie et de l'Afrique du Sud ont eu des répercussions sur la pêche et les espèces sauvages¹⁴. Ces phénomènes nuisent à de nombreuses familles et communautés qui tirent leurs moyens de subsistance d'activités marines, telles que la pêche, la pisciculture, les loisirs et le transport. La science et la technologie peuvent apporter des solutions novatrices et durables à la plupart de ces problèmes, à condition que des investissements suffisants soient réalisés dans les ressources humaines, les infrastructures et les politiques.

14. Le Forum sera l'occasion pour les participants de recenser et d'examiner les besoins technologiques qui se présentent ainsi que les voies et moyens permettant d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable conformément aux

¹¹ Kerstin Hötte, Melline Somers et Angelos Theodorakopoulos, *Technology and jobs: a systematic literature review*, *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 194 (septembre 2023).

¹² Ian Stewart, Debrapratim De et Alex Cole, *Technology and people: the great job-creating machine* (Londres, Deloitte LLP, 2015).

¹³ Par exemple, voir Jacopo Aguzzi et autres, *New technologies for monitoring and upscaling marine ecosystem restoration in deep-sea environments*, *Engineering*, vol. 34 (mars 2024) ; et Vítor H. Oliveira et autres, "Restoration of degraded estuarine and marine ecosystems: a systematic review of rehabilitation methods in Europe", *Journal of Hazardous Materials*, vol. 469 (mai 2024).

¹⁴ Pour de plus amples informations, voir Etuk Etiese Akpan, "Environmental consequences of oil spills on marine habitats and the mitigating measures: the Niger Delta perspective", *Journal of Geoscience and Environment Protection*, vol. 10, n° 6 (juin 2022) ; et Ralph E.T. Vanstreels et autres, "Factors determining the number of seabirds impacted by oil spills and the success of their rehabilitation: lessons learned from Namibia and South Africa", *Marine Pollution Bulletin*, vol. 188 (mars 2023).

six points d'entrée pour la transformation – ou domaines de transition clés – qui devraient avoir des effets catalyseurs et multiplicateurs sur l'ensemble des objectifs, à savoir : les systèmes alimentaires ; l'accès à l'énergie à un prix abordable ; la desserte numérique ; l'éducation ; l'emploi et la protection sociale ; ainsi que les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution¹⁵. Les critères de réussite des transitions en cause consistent principalement dans la manière dont elles profitent à tous. Celles-ci doivent être justes et équitables et axées sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes et le principe consistant à ne laisser personne de côté.

III. Thème

15. Le thème du septième Forum sera « Stimuler la création d'emplois et la croissance économique grâce à des solutions durables et inclusives dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation pour faire progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine ». Il est aligné sur celui de la onzième session du Forum régional africain pour le développement durable, qui est « Stimuler la création d'emplois et la croissance économique grâce à des solutions durables, inclusives et fondées sur des données scientifiques et factuelles pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine ».

16. Il avait été noté que l'Afrique devrait maintenir un taux de croissance économique d'au moins 7 % en moyenne par an pour pouvoir réduire considérablement la pauvreté à moyen et long terme, mais ce niveau de croissance est resté hors de portée¹⁶. Environ la moitié de la population africaine vit dans des pays où la croissance économique a dépassé entre 2010 et 2019 la croissance moyenne continentale, chiffrée à 4,2 % entre 2000 et 2019, tandis que l'autre moitié vit dans des pays où la croissance a été constamment lente ou en baisse, dont trois des plus grandes économies, à savoir l'Égypte, le Nigéria et l'Afrique du Sud¹⁷. Trouver des voies et moyens par lesquels la science, la technologie et l'innovation peuvent aider les pays en proie au ralentissement à croître rapidement, en particulier les plus grandes économies, pourrait contribuer à revigorer la croissance économique de l'Afrique dans son ensemble.

17. En ce qui concerne la création d'emplois, les nouvelles technologies entraînent la perte de certains emplois et la création d'autres. Au cours de la première révolution industrielle, des machines ont été inventées pour effectuer le travail des humains dans les domaines du textile, de l'exploitation minière et du transport, ce qui a entraîné une augmentation de la demande de main-d'œuvre dans les nouvelles industries et l'essor des professions libérales à mesure que les villes naissaient et s'agrandissaient. Les pertes d'emplois, en particulier dans l'industrie textile, ont toutefois abouti à des manifestations sociales. Bien que la technologie soit dans l'ensemble une grande machine à créer des emplois, l'Afrique doit l'exploiter de manière à maximiser la création d'emplois et à limiter autant que possible les pertes d'emplois.

18. À cet égard, la CEA travaille avec des universités africaines à la création d'un million de start-ups et à la production de recettes d'un montant de 100 milliards de dollars d'ici à 2033. Comptant près de 18 millions d'étudiants inscrits dans ses universités et plus d'un million de chercheurs, conjugués à un environnement politique et économique favorable, l'Afrique est bien placée pour atteindre et dépasser

¹⁵ Groupe des Nations Unies pour le développement durable, « Six transitions: Les voies d'investissement pour atteindre les ODD » (2023).

¹⁶ *Rapport 2014 sur le développement économique en Afrique : Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique* (publication des Nations Unies, 2014).

¹⁷ Mayowa Kuyoro et autres, *Reimagining Economic Growth in Africa: Turning Diversity into Opportunity* (McKinsey Global Institute, 2023).

ces cibles¹⁸. Dans le cadre des laboratoires de recherche et d'innovation Origin, la CEA fait partie d'une équipe chargée de mettre en place une chaîne africaine d'approvisionnement en semi-conducteurs qui devrait profiter à quelque 200 000 étudiants, créer 6 500 emplois directs et générer des salaires d'un montant de 1,69 milliard de dollars en cinq ans¹⁹.

19. La CEA joue un rôle de premier plan dans la promotion de l'identification numérique, du commerce numérique et de l'économie numérique par des initiatives axées sur la gouvernance d'Internet, la cybersécurité et le développement des compétences numériques. Afin de soutenir ces efforts, elle a créé des centres d'excellence pour l'intelligence artificielle au Congo et pour la cybersécurité au Togo, ainsi qu'un centre régional des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques au Rwanda. La CEA travaille en étroite collaboration avec ses membres à la conception et à la mise en œuvre de programmes nationaux d'identification numérique et de cas d'utilisation, en élaborant des cadres de gouvernance solides et en proposant des solutions technologiques qui tirent parti des technologies émergentes et des innovations. Parmi les autres initiatives, on peut citer la ferme d'élevage du petit bétail de Lobu (Botswana), où des technologies agricoles intelligentes sont utilisées pour moderniser le secteur agricole dans le continent, ainsi que la participation à des consultations régionales et à des manifestations internationales, telles que le Sommet mondial sur la société de l'information et le Forum sur la gouvernance d'Internet.

IV. Objectif

20. Le septième Forum a pour objectif général d'effectuer le suivi régional des initiatives adoptées lors des Forums précédents, notamment d'examiner les progrès accomplis, afin de déterminer les mécanismes et les mesures que les pays peuvent mettre en œuvre pour intensifier leurs actions, faciliter l'apprentissage entre les pairs et proposer des solutions transformatrices permettant d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et des aspirations et objectifs énoncés dans l'Agenda 2063. Les participants devraient :

- a) Assurer le suivi et l'examen d'ordre régional de la mise en œuvre des messages clés et des mesures recommandées qui ont été adoptés lors du précédent Forum ;
- b) Partager leurs données d'expérience, leurs approches, les bonnes pratiques et les enseignements tirés, afin d'accélérer la mise en œuvre des deux programmes ;
- c) Recenser les possibilités à exploiter, les lacunes à combler et les problèmes à résoudre dans le domaine technologique, ainsi que les vides institutionnels, pour stimuler l'innovation et le développement ;
- d) Définir des mécanismes réalistes de collaboration et renforcer les partenariats régionaux et internationaux ainsi que les investissements dans la science, la technologie et l'innovation, afin d'accélérer la mise en œuvre des deux programmes.

V. Format

21. Le septième Forum comprendra les activités suivantes :

- a) Au moins quatre tables rondes de haut niveau réunissant des ministres et des fonctionnaires de haut niveau, des responsables d'entités des Nations Unies, des directeurs généraux d'entreprises du secteur privé, des recteurs d'université et des directeurs d'organismes de recherche et de technologie ; elles seront axées sur des

¹⁸ Pour de plus amples informations, voir le site Web de l'Alliance des universités entrepreneuriales en Afrique : <https://www.aeuafrika.org/>.

¹⁹ Pour des informations sur les laboratoires, voir <https://originlabsafrica.org/>.

questions générales et intersectorielles et des sujets stratégiques, notamment les possibilités à exploiter et les leviers de transformation, les partenariats, les engagements, les actions et d'autres mesures permettant d'accélérer la mise en œuvre des deux programmes ;

b) Au moins cinq tables rondes marquées par des exposés et des débats organisés sous forme de réunions-débats pour encourager l'interaction ; elles porteront sur chacun des objectifs de développement durable précis examinés par le Forum régional africain pour le développement durable et seront l'occasion d'évaluer l'apport de la science, de la technologie et de l'innovation dans les progrès enregistrés à ce jour et d'analyser les mesures nécessaires pour amplifier l'incidence de la science, de la technologie et de l'innovation dans les efforts de mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 ;

c) Des manifestations vitrines, notamment la Foire technologique africaine qui est organisée pour la première fois dans le cadre du Forum et sera l'occasion pour des entreprises de premier plan, des institutions de recherche-développement, des start-ups, des centres d'innovation et d'autres entités de mettre en lumière des technologies et des innovations ;

d) Des séances et manifestations spéciales organisées par la CEA et ses partenaires qui sont destinées à alimenter les travaux du Forum.

VI. Produits attendus

22. Le septième Forum devrait générer les produits suivants :

a) Le rapport du septième Forum destiné à alimenter les travaux du Forum régional africain pour le développement durable et du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable ;

b) Les textes issus des séances et manifestations spéciales ;

c) Des guides généraux sur des initiatives spéciales, telles que les laboratoires de recherche et d'innovation Origin et l'Alliance des universités entrepreneuriales en Afrique, ainsi que sur l'essor de ces initiatives.

VII. Résultats attendus

23. Le septième Forum est spécialement conçu pour stimuler la diffusion de la technologie et de l'innovation ainsi que l'intensification des politiques et des opérations nécessaires pour accélérer la contribution de la science, de la technologie et de l'innovation à la réalisation du Programme 2030. En particulier, les principaux résultats tangibles et intangibles du Forum seront les suivants :

a) Mise en place de partenariats et d'accords de collaboration entre les universités africaines et leurs partenaires d'Afrique et d'ailleurs ;

b) Plateformes d'échange d'informations entre les partenaires publics et privés sur la recherche, les financements, les innovations et les institutions afin d'accélérer le transfert de technologies ;

c) Occasions de présenter des technologies à fort impact, des innovateurs, des entreprises et des institutions de recherche-développement qui contribuent de manière considérable au développement.

VIII. Participants

24. Le Forum réunira des représentants de tous les États africains Membres de l'Organisation des Nations Unies et ceux de la Commission de l'Union africaine, de la Banque africaine de développement, des communautés économiques régionales, de la société civile, d'organisations du monde des affaires et d'associations

professionnelles, d'institutions universitaires et de recherche, d'entités du système des Nations Unies et d'autres institutions et organisations internationales, ainsi que des partenaires de développement.

IX. Langues de travail

25. Les travaux du Forum se dérouleront en anglais et en français et bénéficieront de services d'interprétation simultanée dans les deux langues.

X. Dates et lieu

26. Le septième Forum se tiendra à Kampala, plus précisément au Speke Resort and Convention Centre de Munyonyo, les 7 et 8 avril 2025.

XI. Personnes à contacter

27. Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec Asfaw Yitna, assistante de recherche à la CEA (yitna@un.org), et Hannah Kisakye, représentante de l'Ouganda (hannah.kisakye@sti.go.ug).
